

série de l'air (p. 5423); Etat A, MARINE, Chap. 9120: *Acquisitions immobilières* (p. 5428); Etat C, CONSTRUCTIONS NAVALES, Chap. 180: *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel contractuel auxiliaire, présentée par le Gouvernement* (p. 5429); Chap. 9821: *Demande de rétablissement des crédits pour acquisitions immobilières (terrain de la Tindja à Bizerte), présentée par le Gouvernement* (p. 5430); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 3: *Ouverture de 743 milliards pour les départements militaires et nécessité probable de 55 milliards supplémentaires, demandés par le Gouvernement* [18 mai 1951] (p. 5506, 5507); Art. 14 bis: *Son amendement tendant à soustraire les collectivités locales à l'impôt sur les sociétés* (p. 5519); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951, amendé par le Conseil de la République: *Ses explications de vote sur l'ensemble (exonérations en faveur de l'enseignement privé)* [22 mai 1951] (p. 5769, 5770). = S'excuse de son absence [16 mai 1947] (p. 1613), [8 décembre 1949] (p. 6674), [22 juin 1950] (p. 5130). = Obtient des congés [8 décembre 1949] (p. 6674), [22 juin 1950] (p. 5130).

JEANMOT (M. Henri), Député d'Oran (1^{er} collège).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre: de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des pensions [16 décembre 1947] (p. 5757); de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [24 octobre 1950] (p. 7102), [23 janvier 1951] (p. 348); — Est nommé: vice-président de la Commission de la défense nationale [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782) [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882); vice-président de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [31 juillet 1950] (p. 6246); membre de la Commission chargée d'enquêter sur les

événements survenus en Côte d'Ivoire [4 août 1950] (p. 6614).

Dépôts :

Le 19 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une contribution de 50 millions à titre de secours immédiat pour les victimes du raz de marée des 12 et 13 décembre 1949 en Algérie, **n° 8765**. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la Place de Nemours (Algérie), **n° 10725**. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la Place de Laghouat (Algérie), **n° 10726**. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place de Miliana (Algérie), **n° 10727**. — Le 21 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi complétant l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2609 du 2 novembre 1945 portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 15 de la loi du 9 mars 1928 concernant le recrutement des officiers de justice militaire, **n° 11346**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11010) relatif au déclassement de la Place de Mascara (Algérie), **n° 11619**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11011) relatif au déclassement du Front 31-32 à Bône (Algérie), **n° 11620**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11012) relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place de Dra-El-Mizan (Algérie), **n° 11621**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11013) portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte et de terrains militaires dépendant de la Place d'Arzew (Algérie), **n° 11622**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11014) relatif au déclassement du Fort

Cavaignac à Bou Saada (Algérie), n° 11623. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11015) relatif au déclassement des fortifications de Djelfa (Sud-Algérien), n° 11624. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11016) relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place d'Aumale (Algérie), n° 11625. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 12172) relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Sétif (Algérie), n° 13196.

Interventions :

Intervient dans la discussion : du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) ; MARINE, Etat B, Chap. 905 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux maritimes* [6 août 1947] (p. 3992) ; — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4496, 4497, 4498) ; Art. 12 : *Son amendement concernant les lignes de transports aériens ou autres* [26 août 1947] (p. 4642). — Participe à la discussion du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions législatives dans les départements d'outre-mer en qualité de *Rapporteur* [28 août 1947] (p. 4783). — Son rapport sur une pétition [30 avril 1948] (p. 2449). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 705 : *Facilités aux touristes algériens et marocains venant en France en automobile* [21 juin 1948] (p. 3769) ; — de la proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 décembre 1948] (p. 7727) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; AVIATION CIVILE, Chap. 5020 : *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air France (base d'Air France à Maison Blanche)* [20 juin 1950] (p. 5023) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (intégration du cadre spécial en Algérie)* [23 juin 1950]

(p. 5246) ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le projet de pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5984) ; — du projet de loi portant prorogation des réquisitions de logements ; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un article relatif à la prorogation des réquisitions en Algérie* [29 juin 1950] (p. 5285) ; — du projet de loi portant majoration des crédits de fonctionnement pour 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Débloccage de crédits pour les constructions de logements militaires* [29 juin 1950] (p. 5288) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1515, 1516) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2308) ; *Sa demande d'ajournement du débat* (ibid.) = S'excuse de son absence [29 avril 1947] (p. 1332), [30 octobre 1947] (p. 4967), [25 juillet 1948] (p. 4879), [31 août 1948] (p. 6403), [17 mai 1949] (p. 2536), [17 octobre 1950] (p. 6923), [16 mars 1951] (p. 2074), [20 mars 1951] (p. 2188). — Obtient des congés [29 avril 1947] (p. 1332), [30 octobre 1947] (p. 4967), [31 août 1948] (p. 6403), [17 octobre 1950] (p. 6923), [16 mars 1951] (p. 2074), [20 mars 1951] (p. 2188).

JOUBERT (M. Auguste), Député du Doubs.

Questeur de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie, en qualité de membre suppléant, de la Commission chargée